

## 25 mars, Paris : Conférence nationale des comités de liaison et d'échanges

La parole à  
Patrick Hébert

« La Sécu,  
elle est à nous ! »



« **L**e potentiel de chaos n'a jamais été aussi grand », écrivait l'agence Bloomberg dans son rapport prospectif pour 2017. Bien vu !

Ce chaos, qui n'est que l'expression de la crise du système capitaliste, est l'aboutissement d'un long processus. Mais nous savons que rien n'est linéaire. Le quantitatif se transforme en qualitatif !

Sans remonter à la nuit des temps, souvenons-nous, la Grèce, la victoire électorale de Syriza... et la trahison de Tsipras. En Italie, le mouvement « Cinq étoiles », en Espagne Podemos, etc. Plus récemment, la victoire du Brexit et aux États-Unis celle de Trump. Ça fait beaucoup ! Et ce n'est pas fini. En Allemagne, Mme Merkel est en grande difficulté... À qui le tour ?

En France, pays des révolutions, on ne fait pas les choses à moitié. Depuis 1962 et l'élection d'un président de la République au suffrage universel, la bourgeoisie s'était habituée à une alternance (en particulier avec ceux qui prétendaient représenter les travailleurs) qui bon an mal an lui permettait de conforter ses intérêts. Un coup à droite, un coup à « gauche », tout ce beau monde applique servilement les directives de l'Union européenne à l'élaboration de laquelle ils ont tous participé, chacun avec son style. Les deux partis qui dominaient la vie politique s'alliant, selon les circonstances, avec les centristes d'un côté, avec le PC, voire un soupçon d'« écolos » de l'autre. Ces gens-là étaient même interchangeables. On se souvient de l'inénarrable Bernard Kouchner passant sans état d'âme d'un camp à l'autre...

Tout cet édifice est en train de s'effondrer sous les yeux ébahis des commentateurs et de la multitude d'experts politiques qui, comme d'habitude, n'avaient rien vu venir.

Exit François Hollande, Valls, Sarkozy ! François Fillon désigné grâce à cette farce antidémocratique des primaires, initiée en 2012 par le Parti socialiste, représente la fraction intégriste (Vatican I – au plan syndical la CFTC) de « Les Républicains » mais est rejeté par le reste de son propre parti et par les centristes. Emmanuel Macron, ce nouveau Marcel Déat, est soutenu par une fraction non négligeable de la bourgeoisie, en particulier la finance.

C'est M. Jouyet, ex-sous-secrétaire d'État dans le gouvernement de M. Fillon (présidé par Sarkozy), actuel secrétaire général de François Hollande à l'Élysée, qui l'a dégoté. Ces deux compères se côtoient dans les cercles catholiques « modernistes » (Vatican II – sur le plan syndical la CFTC). Macron est toujours membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*, fondée par Emmanuel Mounier. Nous n'oublions pas que ce dernier a joué un rôle pour le moins ambigu pendant la guerre en soutenant, au moins à ses débuts, la « Révolution nationale » du maréchal Pétain. Pour sa part, M. Jouyet est toujours membre du comité de parrainage du « Collège des Bernardins » qui abrite l'académie catholique de France.

Il reste bien sûr le candidat officiel d'un des deux partis qui se partagent et qui alternent au pouvoir dans le cadre des institutions de la V<sup>e</sup> République, le Parti socialiste.

Benoît Hamon a lui aussi été désigné par une primaire. Représentant la « gauche » du Parti socialiste, il a été pendant trois ans ministre, d'abord sous le gouvernement Ayrault. On se souvient qu'en coulisses, il avait manœuvré avec Arnaud Montebourg pour faire nommer Premier ministre Manuel Valls. Comme on le voit, c'est un homme de principes... Il défend le revenu universel. Ce machin dont l'objectif est d'organiser et de pérenniser la pauvreté est directement inspiré par Emmaüs et ATD Quart Monde. Pour se faire élire à la primaire, il s'est courageusement prononcé pour l'abrogation de la loi travail. Mais le courage a ses limites. Tout juste nommé candidat officiel du Parti socialiste, le voilà devenu plus raisonnable... Il propose maintenant une nouvelle loi travail... *No comment!*

Ah ! si, il reste paraît-il quelques nostalgiques des fronts populaires. Certains, dans les années

quatre-vingt, prônaient le « front unique » contre la droite, avant de rallier le Parti socialiste... pour faire carrière. Aujourd'hui, les néo-front-populistes demandent que Benoît Hamon, Jean-Christophe Cambadélis pour le Parti socialiste, Pierre Laurent pour le Parti communiste, un représentant du Parti de gauche et Jean-Luc Mélenchon, se réunissent pour désigner un candidat unique. Pour justifier une telle réunion avec ceux qui ont voté la loi travail, ils prétendent que Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon se sont tous deux prononcés pour l'abrogation de la loi travail. Pour Jean-Luc Mélenchon, c'est vrai. Pour Benoît Hamon, ce n'est plus vrai, donc c'est faux ! Mais pour ces idéologues, ce n'est pas grave, quand ils ont mal aux pieds, ce n'est jamais la faute de la chaussure. Il faut donc tordre les faits pour les faire entrer dans la chaussure.

**D**ans ce contexte, il importe plus que jamais d'analyser les faits sans chercher à les travestir. Rien n'est exclu, y compris une victoire électorale de Marine Le Pen. En effet, l'histoire nous apprend que dans les situations de crise, la bourgeoisie n'hésite pas à soutenir des par-

tis quand bien même ils n'auraient pas sa préférence, et des hommes ou des femmes qui ne sont pas des leurs.

La crise politique majeure que traverse le système capitaliste à l'échelle internationale prend en France cette forme ubuesque dans le cadre de l'élection présidentielle. Mais elle ne sera pas terminée dans deux mois, bien qu'un président aura été élu... Quel qu'il soit, il sera mal élu et il n'est pas certain qu'il dispose d'une majorité parlementaire. Pourtant, il lui faudra tenter de continuer à imposer les contre-réformes et nous savons que le programme est bougrement chargé.

Tout doit passer à la trappe, la Sécurité sociale bien sûr,

mais aussi toutes nos conquêtes sociales, en particulier celles de 1936 mais aussi celles de 1945.

Pour espérer réussir dans cette entreprise risquée, le futur gouvernement devra tenter de phagocytter les syndicats, d'une manière ou d'une autre, essayer de les « associer » pour mieux les neutraliser. Mais il y a un os ! Le gouvernement Hollande a échoué dans cette tentative. Il dispose bien sûr du concours naturel et habituel de la CFDT, de l'Unsa et parfois de la CFTC et de la CGC. Mais il n'a pas pu empêcher que se constitue un axe de résistance autour de la CGT et de la CGT-FO. C'est l'existence de ce rassemblement qui a permis l'immense mobilisation contre la loi travail. Le gouvernement, minoritaire dans tous les

domaines, a été contraint de recourir à plusieurs reprises à l'article 49.3. Grâce à cet artifice antidémocratique, le gouvernement a cru avoir gagné. Mais c'était une victoire à la Pyrrhus. La loi travail est certes passée... et le gouvernement a perdu à tel point que Hollande n'a pas été en mesure de se représenter.

**A**lors que la campagne électorale bat son plein, que la presse ne parle que des affaires multiples, la lutte des classes continue. Pas un jour sans grève : le 7 mars, à l'invitation des organisations syndicales CGT, CGT-FO, SUD du secteur hospitalier, rejoint par de nombreux autres, en particulier le secteur public, les salariés sont de nouveau dans la rue. Et c'est massivement qu'ils ont fait grève et sont descendus dans la rue ce 7 mars, tandis qu'à Air France et dans d'autres secteurs des grèves sont annoncées.

Depuis 2011, à l'initiative de trois militants de la CGT et de trois militants de la CGT-FO, plusieurs conférences nationales, représentant des milliers de militants, se sont réunies. Cette initiative a participé à ce que se constitue cet axe de la résistance qui a aidé la mobilisation contre la loi travail. Le 4 juin 2016, 2 000 militants étaient rassemblés à Paris pour défendre les conquêtes de 1936 et de 1945. Le 25 mars, une nouvelle conférence est convoquée à Paris. Compte tenu de l'étendue de la crise politique, il est évident que les problèmes se posent d'une nouvelle manière.

La classe ouvrière dispose de ses organisations syndicales qui, nous l'avons vu, demeurent le fondement même de l'existence de la classe ouvrière comme classe organisée. Mais il lui faut aussi une perspective politique. À ce stade, aucun parti ne peut sérieusement prétendre la représenter. Pourtant, les militants, même quand ils n'adhèrent plus à leur parti d'origine, sont toujours là. Ils sont disponibles. Nous l'avons constaté à de multiples reprises. Que ce soit à l'occasion des grèves ou manifestations de masse comme au printemps dernier, ou dans de nombreuses circonstances, tous ces militants, adhérents ou pas à un parti politique, aspirent à pouvoir combattre ensemble. Ils veulent défendre toutes les conquêtes sociales qui « vivent dans la conscience des travailleurs ». « La Sécu, elle est à nous, on s'est battu pour la gagner, on se battra pour la garder ! », entend-on souvent dans les manifestations. Il peut bien sûr exister des points de vue différents entre tous ces militants sur bien des questions, mais sur ce sujet il y a à l'évidence la possibilité de se rassembler.

Alors pourquoi ne pas envisager de créer un Comité national de défense de la Sécurité sociale, des conquêtes sociales et de la démocratie ?

Sans que quiconque ne se sente obligé de renoncer à ses propres convictions politiques, un tel comité aurait sans aucun doute un grand écho et serait un formidable outil afin que s'organise la résistance.

Un Comité national de résistance, en quelque sorte !

## CHRONIQUE

### POLITIQUE

## Le putsch de Fillon

Yan Legoff

**C**e mardi 7 mars, le visage jubilant de François Fillon écrase la une du journal *Le Parisien*, avec ce titre : « Il les a eus. » « Il a sauvé sa peau, mais à quel prix ? », se demande l'éditorialiste du journal financier *Les Échos*. Cette victoire éclair, Fillon l'a obtenue par un incroyable putsch contre la direction de son propre parti, contre son propre état-major de campagne. Un coup de force d'une violence inouïe : « Les élus ? Bah, on fera sans eux ! », a lancé Fillon, le 2 mars, commentant avec une incroyable grossièreté les centaines de défections dans ses rangs. Malgré eux et contre eux, il n'a pas hésité à appeler la frange la plus réactionnaire de son électoral à manifester, le 5 mars, contre le pouvoir des

juges, censés garantir l'état de droit, contre la presse, qu'il accuse d'être des instruments d'un « assassinat politique ». Dressant « la rue » contre des institutions qu'il prétend défendre, Fillon a, dans cette entreprise, reçu le soutien de l'hebdomadaire de la droite la plus autoritaire, *Valeurs actuelles*, qui a explicitement appelé à rejoindre la manifestation au Trocadéro pour « protester contre le coup d'État des juges ».

« **L'AILE LA PLUS RADICALISÉE DE LA DROITE** » L'unanimité forcée du comité politique que Fillon a réunie le 6 mars au soir, en agitant la menace du chaos et de l'explosion de la droite en cas de retrait de sa candidature, s'est faite au prix d'un alignement sur « l'aile la plus radicalisée de la droite », constate l'éditorialiste des *Échos* : « Sens commun, émanation de la Manif pour tous, joue désormais un rôle central. » Mais elle accélère aussi la décomposition du parti « Les Républicains » et du centre en de multiples agrégats concurrents de « haines fossilisées ».



F. Fillon, au Trocadéro, le 5 mars.

*Le Monde* (daté du 8 mars) passe en revue quelques parrains publics de cette opération : « Les milieux patronaux pour la rupture libérale (l'ex-patron d'Axa, Henri de Castries, et l'ex-P-DG de Numericable, Pierre Danon) ; des sarkozystes comme Eric Ciotti pour la ligne sécuritaire ; des partisans de la Manif pour tous et de Sens commun pour le conservatisme sociétal. Frigide Bar-

jet était présente au meeting de M. Fillon à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), le 4 mars. Au premier rang se trouvaient Charles Millon et Charles Beigbeder, partisans d'une droite extrême à la lisière du Front national. »

### PATRONAT DE CHOC

François Fillon s'est de nouveau fait applaudir à tout rompre, le 6 mars, devant un parterre de patrons de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), en promettant de « casser la baraque pour la reconstruire autrement ». Pour quel programme ? En fait, c'est le même dans le monde entier, c'est celui qu'exige le capital financier : tout casser, en finir avec les demi-mesures, mettre à bas tout ce qui peut faire obstacle à l'exploitation capitaliste. Et, en France, pour mater les résistances, utiliser enfin toutes les ressources de l'état d'urgence, mis en place et prolongé par les gouvernements Hollande successifs. Et si les « vieux » partis ne font pas l'affaire, tant pis pour eux...



Dans le cortège de FO, à Paris.

Photo correspondant

## 7 mars : des dizaines de milliers de manifestants à Paris

Ce 7 mars, ils sont des dizaines de milliers à manifester à Paris, venus de toute la France (il y a également des manifestations en province). Une manifestation puissante et déterminée. Ce qui apparaît clairement, aux yeux de tous les participants, c'est le silence total orchestré par les médias sur cette journée de grève et de manifestations dans la fonction publique à l'appel de la CGT, de FO et de Solidaires.

Marie Stagliano

Un silence médiatique qui a valeur de boycott. Les raisons ? Elles sont à trouver dans la situation de décomposition que traverse toute la classe politique. Alors il faut taire. Taire la résistance des personnels hospitaliers confrontés à une détérioration insupportable de leurs conditions de travail, à la suppression de lits et des postes par milliers, à l'impossibilité de soigner, qui sont montés à Paris, en grève

pour défendre l'hôpital public, pour l'abrogation de la loi Touraine. Contre une loi, ce si « bon combat » de la ministre de la Santé de Hollande, vantée par le candidat Hamon. Les personnels hospitaliers sont massivement présents dans le cortège parisien, venus de toute la France pour crier leur refus de la loi Touraine et des GHT. Il faut taire la mobilisation des agents territoriaux contre les conséquences désastreuses de la réforme territoriale dans une situation déjà inacceptable. Il faut taire le mouvement des agents EDF qui se sont saisis de

cette journée de grève pour s'opposer à la suppression de milliers d'emplois : baisse de charges sur les sites de production, blocages et piquets de grève. Et aussi les agents de la Sécurité sociale, ceux de l'action sociale, de Pôle emploi, en grève et présents dans les manifestations à Paris ou en province. Alors quand tout vacille en haut, et qu'en bas, les salariés sont en ordre de bataille sur leur terrain à eux, celui de la grève, il faut faire silence. En faisant grève et en manifestant le 7 mars, les hospitaliers, les agents territoriaux, les fonctionnaires, les agents de la Sécurité

sociale ou d'EDF lancent un avertissement. Un avertissement certes à l'actuel gouvernement pour les quelques semaines qui lui restent à vivre, mais aussi au prochain gouvernement. Les travailleurs indiquent : nous sommes là, avec nos organisations syndicales, mobilisés, car nous refusons la remise en cause de nos droits, de nos statuts, de nos missions, de notre Sécurité sociale, de services publics qui sont pour nous autant d'acquis arrachés par la lutte de classe, au cours de décennies de combat.



Dans le cortège de la CGT, à Paris.

Photo correspondant

Fillon a structuré autour de lui, bien plus largement et avec des relais bien plus puissants que le Front national, une force politique organisée, appuyée sur la droite catholique la plus réactionnaire et le patronat de choc, convaincue que le « train-train » des institutions de la Ve République avait fait son temps.

### UNE CRISE APPELÉE À REBONDIR

Conçues par de Gaulle pour mettre fin au « régime des partis », pour mater la classe ouvrière et intégrer ses organisations à la marche de l'État, ces institutions n'ont pas, dès le vivant de leur inspirateur, abouti aux résultats escomptés, malgré les pouvoirs considérables dont elles ont doté le président de la République. Les déboires de Hollande et de Valls, après des mois de lutte de classe pour le retrait du projet de loi El Khomri, l'ont de nouveau rappelé. Et le fameux article 1<sup>er</sup> de cette loi, selon lequel une commission doit se mettre en place pour appliquer à la tota-

lité de la législation du travail la prééminence des accords d'entreprises contre le Code du travail et les conventions collectives, ne sera finalement pas réunie comme prévu avant la fin du quinquennat.

Que va-t-il se passer maintenant ? L'incertitude est énorme, la crise appelée à rebondir à tout moment. Ce putsch, cette fuite en avant, ouvre la voie à toutes les aventures.

### « NOUS AVONS ÉPUISE LE SYSTÈME ORIGINEL DE LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE »

Les puissants parrains de Fillon ne peuvent ignorer que la crise que vient d'exacerber leur poulain ne le place pas dans la meilleure position pour l'emporter en mai. Visent-ils le coup d'après, pariant sur l'instabilité extrême du gouvernement qui sortira de ces élections, quel qu'il soit ?

Le président PS de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, qui ne se représentera pas aux prochaines élections législatives, dresse

le bilan de la fin d'une période historique : « Nous avons épuisé le système originel de la Ve République », dit-il (*Le Monde*, 8 mars). Sombre, désabusé, il constate : « Les candidats issus des grands partis qui ont structuré la Ve République risquent de ne pas être présents au second tour de l'élection présidentielle (...). Je vois mal comment un des groupes pourrait être majoritaire à lui tout seul. Par conséquent, soit on avancera à la godille, avec toute l'instabilité que cela implique, soit il y aura un débat, au début de la législature, pour trouver un socle de stabilité. Dans ce cas-là, nous aurons, nous aussi, à connaître le temps de la grande coalition. »

Une grande coalition ? Ou bien un nouveau putsch ? La crise est telle que nul ne sait ce qui peut se produire. En tout état de cause, dans cette instabilité générale, il est clair que les travailleurs devront riposter de toute façon, pour résister à une attaque d'envergure.

### ÉDITORIAL

## Non pas un plan C ou D pour sauver les institutions, mais un plan lutte de classe pour sauver les travailleurs

Didier Brémaud,  
membre du bureau national du POI

Trois cents élus LR ont abandonné Fillon en quelques jours. Juppé a redit ce lundi matin qu'il ne sera pas le plan B. Ce lundi soir, le comité politique LR a donc décidé « à l'unanimité » de soutenir Fillon... jusqu'au prochain rebondissement. Le parti héritier du fondateur des institutions actuelles est à terre : fillonnistes, sarkozystes, juppéistes et centristes assistent pétrifiés, tout en y participant activement, au naufrage collectif de leur mouvement. Ce dimanche à Paris, Fillon avait appelé à un rassemblement en soutien à sa candidature. C'était au départ un rassemblement « contre le coup d'État des juges », c'est-à-dire contre la justice, une institution pivot de la Ve République !

Samedi 4 mars, *Le Figaro* intitule l'un de ses articles « Grèves en cascade dans l'aérien, jusqu'à un tiers des vols annulés la semaine prochaine »... Au soir de la grève du 7 mars, dont on lira les premiers comptes rendus dans les colonnes de ce numéro, les syndicalistes qui l'ont construite savent qu'ils disposent maintenant d'un nouveau point d'appui pour les batailles qui s'annoncent. À l'appel de la CGT, de FO et de SUD, des milliers de travailleurs de la santé ont clamé leur refus d'une politique qui, de Sarkozy à Hollande, a supprimé des lits et fermé des postes par milliers, plongé les hôpitaux dans un état épouvantable et provoqué cet hiver 19 000 morts supplémentaires à l'occasion de l'épidémie de grippe. Aux côtés des travailleurs de la santé, les territoriaux ont manifesté en masse à l'appel de la CGT et de FO : ils sont les premières victimes de la réforme territoriale et des économies attendues des collectivités locales dans la lutte contre le déficit public. Il y avait aussi les agents de la Sécurité sociale, de Pôle emploi, les enseignants, les fonctionnaires de plusieurs administrations, les agents de l'Afpa, de la Mutualité, d'EDF et GRDF, des employés d'Air France... la plupart du temps à l'appel des syndicats CGT, FO et Solidaires.

À cinquante jours du premier tour de l'élection présidentielle, d'une certaine façon la grève du 7 mars dessine le programme dont ont besoin les travailleurs ! La conférence nationale des délégués des comités de liaison et d'échanges qui aura lieu le 25 mars aura à débattre de la réponse politique que les militants ouvriers vont apporter à la classe ouvrière dans cette situation. Non pas d'un plan C ou D pour sauver les institutions mais d'un plan lutte de classe pour sauver les travailleurs, la jeunesse, leurs acquis, les services publics et toute la société que les rapaces de la finance voudraient soumettre, étriller, raboter, briser au nom de « l'inévitable » diminution du coût du travail !

Hamon, Jadot et quelques autres, dont les dirigeants du PCF, auraient voulu reconstituer la gauche plurielle derrière Hamon. Ce dernier a lui-même déclaré, après avoir rencontré Mélenchon, qu'ils seraient tous les deux candidats. Vu la manière dont Hamon entend marcher dans les pas du quinquennat de Hollande, on peut comprendre le maintien de Mélenchon. Comment s'allier aux responsables de la casse du Code du travail, de l'hôpital ou de l'école soumise à la territorialisation ? Peut-on s'allier à celui qui remet en cause le salaire avec le revenu universel ? Pour barrer la route au FN, faudrait-il faire cause commune avec ceux qui lui ont pavé le chemin ? La seule voie possible pour unir les travailleurs est celle qui est fondée sur les revendications.

Assurons le succès de la conférence du 25 mars !